

## Qu'est-ce que l'économie informelle ?

La réduction du nombre de travailleurs en marge de l'économie formelle peut contribuer au développement durable

Corinne Deléchat et Leandro Medina



**L'ÉCONOMIE INFORMELLE**, à savoir les activités qui ont une valeur marchande et qui contribueraient aux recettes fiscales et au PIB en étant déclarées, est un phénomène mondial. Selon l'Organisation internationale du travail, environ 2 milliards de travailleurs, soit 60 % de la population active mondiale âgée de 15 ans et plus, passent au moins une partie de leur temps dans le secteur informel. La taille de l'économie informelle décroît lentement, dans le sillage du développement économique, mais de façon très hétérogène selon les régions et les pays. Aujourd'hui, le secteur informel représente encore un tiers de l'activité économique des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire, contre 15 % dans les pays avancés (voir graphique).

L'informalité, qui englobe un large éventail de situations dans et entre les pays, prend racine pour des raisons diverses.

D'un côté, certains individus et certaines entreprises restent en dehors de l'économie formelle afin d'échapper à la fiscalité et aux cotisations sociales, ou aux obligations de conformité liées aux normes et aux licences. Cette facette correspond à la vision répandue mais erronée voulant que l'économie informelle se résume à des « tricheurs » cherchant à éviter de payer des impôts. De l'autre, certains trouvent dans les activités informelles

un filet de sécurité. Ils ne disposent pas de l'instruction et des compétences requises pour les emplois formels, ou ils sont trop pauvres pour accéder aux services publics et financiers. Un ouvrage à paraître rassemblant les récentes études effectuées par les services du FMI et des chercheurs universitaires apporte un nouvel éclairage sur ce thème en allant plus loin dans la mesure de l'informalité, l'analyse de ses déterminants et répercussions économiques, et la proposition de ripostes des pouvoirs publics.

La grande ampleur du travail informel et sa forte persistance, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, sont de plus en plus reconnues comme des obstacles au développement durable. Les entreprises informelles n'entrent pas dans la base d'imposition et sont généralement de petite taille, avec une faible productivité et un accès limité aux financements. Par conséquent, les régions ou pays aux secteurs informels très développés n'atteignent pas leur potentiel de croissance économique. Les travailleurs informels sont davantage susceptibles d'être pauvres, car ils n'ont ni contrats ni protection sociale et sont généralement moins instruits.

Quand il est répandu, le travail informel va également de pair avec d'importantes inégalités. À compétences égales, les travailleurs informels gagnent généralement moins bien leur vie et l'écart de salaire est encore plus grand dans les emplois faiblement qualifiés. C'est pourquoi le net recul de l'économie informelle observé au cours des 20 dernières années en Amérique latine s'est accompagné d'une réduction considérable des inégalités.

Le travail informel est aussi associé aux inégalités femmes-hommes. Dans deux tiers des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'occuper un emploi dans le secteur informel, mais aussi de figurer dans les catégories les plus précaires et les moins bien payées de ce dernier.

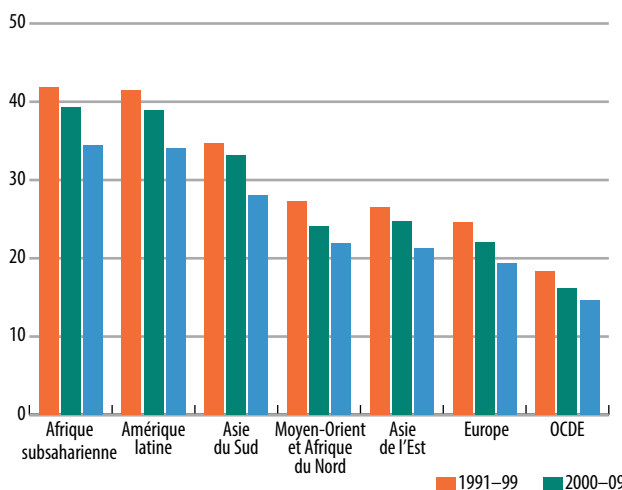
Il est donc essentiel et urgent de réduire l'informalité afin de favoriser un développement économique inclusif et de réduire la pauvreté dans le monde. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'exacerber ce sentiment d'urgence : son impact dévastateur sur les activités informelles a mis à nu la nécessité pour les pouvoirs publics de porter secours à de grands segments de la population non (ou pas assez) couverts par les programmes de protection sociale existants.

Cependant, la conception de mesures efficaces pour lutter contre l'informalité se heurte à la multiplicité de ses origines et de ses formes, que ce soit au sein des pays ou d'un pays à l'autre.

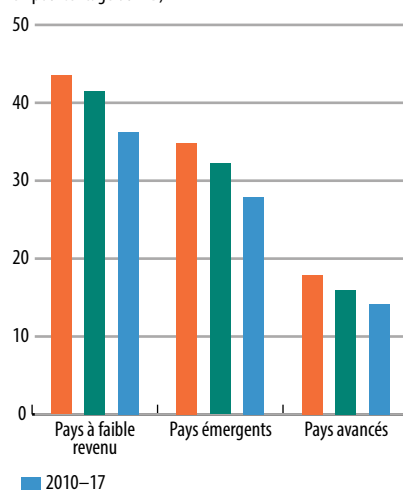
## Le tiers caché

Même si sa taille décroît, le secteur informel représente toujours jusqu'à un tiers de l'activité économique des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire.

(taille de l'économie informelle par région, en pourcentage du PIB)



(taille de l'économie informelle par niveau de revenu, en pourcentage du PIB)



Source : L. Medina et F. Schneider, à paraître, Fonds monétaire international, Washington, DC.

Note : OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques.

L'informalité constituant une riposte à des caractéristiques et institutions propres à chaque pays, il n'existe pas de remède universel. Les vastes études et expérimentations menées dans les pays en développement et les pays avancés ont dégagé des principes directeurs communs pour l'élaboration des mesures à adopter. Quatre types de mesures se sont révélées efficaces :

- *L'amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité de l'enseignement est sûrement le levier le plus puissant pour réduire l'économie informelle.* Les réformes de l'éducation destinées à promouvoir un accès équitable et à maintenir les élèves dans le circuit scolaire jusqu'à la fin du cycle secondaire (couplées à une large palette de formations techniques et professionnelles) jouent un rôle particulièrement important.
- *Il convient d'éviter que le système fiscal, de par sa conception, incite involontairement les individus et les entreprises à rester dans le secteur informel.* Il est reconnu qu'une simplification de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'impôt sur les sociétés (avec peu ou pas d'exonérations ou de niches), assortie de baisses des taux, ainsi que des impôts sur les salaires peu élevés réduisent l'informalité. Les dispositifs de protection sociale, notamment la progressivité de l'impôt sur le revenu et la protection des plus pauvres, contribuent à harmoniser la distribution des revenus.
- *Les mesures favorisant l'inclusion financière en développant l'accès à des services financiers formels (ou fournis par des banques) peuvent être efficaces.* Le manque d'accès aux financements est un gros frein pour les entreprises et chefs d'entreprise du secteur informel, car il entrave la productivité et la croissance de leur activité. Les pays disposant d'un meilleur accès aux financements affichent généralement une croissance plus rapide et moins d'inégalités de revenu.

- *Un train de mesures structurelles peut contribuer à renforcer les incitations en faveur de la formalisation et à abaisser son coût.* La réglementation du marché du travail peut être simplifiée afin d'en améliorer la flexibilité et de faciliter l'intégration dans le secteur formel. La politique de la concurrence peut ouvrir des portes à de petites entreprises dans certains secteurs en supprimant les monopoles. L'élimination de réglementations et de formalités administratives excessives peut aussi aider. Les plateformes numériques, notamment les transferts mobiles de l'État en faveur de la population, peuvent favoriser la croissance inclusive en intégrant les individus sans compte dans le système bancaire, en facilitant l'autonomisation financière des femmes, et en aidant les petites et moyennes entreprises à se développer dans le secteur formel.

L'informalité influe fondamentalement sur le rythme de croissance et de développement des pays, ainsi que sur leur capacité à proposer des débouchés économiques convenables à leurs habitants. Le développement durable exige de réduire l'informalité, mais ce processus doit être progressif, car le secteur informel est aujourd'hui la seule source de revenus viable de milliards de personnes. Le meilleur moyen de lutter contre l'informalité est d'adopter des réformes sur la durée, telles que des investissements dans l'éducation, et des mesures ciblant les causes sous-jacentes. La solution ne consiste pas à s'attaquer au secteur avec pour seul motif qu'il opère en marge de la loi et échappe à la fiscalité. **FD**

**CORINNE DELÉCHAT** est chef de division au département Afrique du FMI et **LEANDRO MEDINA** est économiste principal au département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI.